

LIÈGE

Escaliers de Bueren aux couleurs de la Palestine : Christine Defraigne favorable à une action judiciaire

Christine Defraigne, l'échevine en charge de la protection du patrimoine liégeois, se dit offusquée par les actes du collectif « Palestine Action Belgique », qui a repeint les célèbres escaliers de Bueren dans la nuit du 17 au 18 mars dernier. Elle estime qu'ils ne doivent pas rester impunis et espère que le collège se montrera favorable à une action judiciaire. Le point devrait être abordé lors du prochain collège communal qui se tiendra ce vendredi, mais aussi lors du prochain conseil communal qui aura lieu début de la semaine prochaine. « Je soutiens que cela ne peut pas rester impuni, sinon c'est la porte ouverte à beaucoup de dérives. La liberté est suffisamment importante et la parole est suffisamment libre dans notre ville. Il y a moyen de s'exprimer sans détruire l'espace et le patrimoine public, ce dernier étant le patrimoine de ceux qui n'en ont pas », estime l'échevine Christine Defraigne. « Nous verrons donc ce qu'il en ressortira. Des PV de police ont par ailleurs été rédigés, ce qui signifie que le parquet peut poursuivre », ajoute l'élue libérale. La Ville a par ailleurs estimé le coût du nettoyage entre 10.000 et 15.000 euros. Ce mercredi, de nombreuses marches étaient encore maculées de traces de peinture. BELGA

CRISE CHEZ DÉFI

Un député bruxellois quitte le parti



Michael Vossaert. © BELGA.

Le chef du groupe Défi au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles Michaël Vossaert a annoncé mardi matin sur plusieurs médias (RTBF et BX1) qu'il quittait la formation amarante et siégerait comme député indépendant jusqu'à la fin de la législature. L'élue bruxellois, qui siège également au conseil communal de Molenbeek, a invoqué une « rupture de confiance » avec la présidence du parti exercée par François De Smet. Dans la première configuration de liste, dont la remise en cause à la suite d'un recomptage dont la forme a vivement opposé l'ancien président Olivier Maingain et l'actuel, Michaël Vossaert s'était vu proposer la septième place. Dans la mouture adoptée au cours de la nuit de vendredi à samedi derniers, il s'est vu proposer la treizième place. Il a précisé qu'il terminerait son mandat de conseiller communal à Molenbeek. En 2022, Michaël Vossaert s'était présenté comme challenger de François De Smet à l'élection interne de la présidence du parti. Il avait été crédité de 41 % des suffrages internes. BELGA

DÉMOGRAPHIE

En 2050, trois quarts des pays n'auront pas un taux de fécondité suffisant

Autrement dit, le nombre de naissances ne sera pas assez important pour maintenir la taille de la population dans le temps selon une étude parue dans « The Lancet ». La Belgique ne fait pas exception. Avec à la clé, des enjeux sociétaux, économiques et migratoires que les experts appellent à participer.

SANDRA DURIEUX

C'est la structure même de la population mondiale qui s'apprête à changer. C'est ce que prédisent les chercheurs de l'institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) de l'école de médecine de l'université de Washington dans une étude publiée dans la revue scientifique *The Lancet*, qui estime les tendances mondiales en matière de fécondité et de naissances vivantes. En utilisant de nouvelles méthodes de prévision, les chercheurs concluent que d'ici 2050, 155 des 204 (76 %) pays et territoires seront en dessous du seuil de renouvellement des générations. Ce taux passera même à 97 % (198 pays sur 204) en 2100.

Ce seuil (appelé ISF pour indice synthétique de fécondité), établi scientifiquement, détermine le nombre moyen d'enfants par femme pour qu'une population concernée (d'un pays par exemple) conserve le même effectif. Et celui-ci devrait être de 2,1 enfants par femme en moyenne pour assurer ce renouvellement des générations, ce que déjà aujourd'hui, plus de la moitié des pays dans le monde (110 sur 204) n'atteignent pas avec des records établis en Corée du Sud et en Serbie (1,1 enfant par femme selon les chiffres de 2021). « En Belgique, dès les années 70, on est passé en dessous de ce seuil de renouvellement de 2,1 enfants par femme et cela s'est accéléré depuis 2010 pour atteindre aujourd'hui, un taux de 1,5 enfant par femme, proche donc des records les plus bas », analyse le professeur de l'UCLouvain Thierry Eggerickx, spécialiste en démographie. Et ce taux ne devrait pas repartir à la hausse de sitôt. Les chercheurs américains estiment qu'il baissera à 1,43 en 2050 et 1,34 enfant par femme en 2100. « Les causes sont à la fois conjoncturelles et structurelles, ajoute le démographe. Il y a les successions de crise qui se sont accélérées depuis 2010 et qui ne créent pas un climat favorable à l'envie d'avoir des enfants. Et puis, il y a l'évolution sociétale en marche depuis la fin du XIX^e siècle protégeant les droits des enfants d'abord (interdiction du travail, scolarité obligatoire) qui étaient jusque-là une main-d'œuvre supplémentaire et puis des femmes (éducation, travail, contraception...) Cela a influé sur le nombre de naissances même si celui-ci est reparti à la hausse entre 1945 et 1965 lors du baby-boom. » En Europe occidentale, l'ISF devrait être de 1,44 en 2050 et tomber à 1,37 en 2100. Israël, l'Islande, le Danemark, la France et l'Allemagne devraient avoir les taux de fécondité les plus élevés, entre 2,09 et 1,40, à la fin du siècle. Les taux devraient être beaucoup plus bas dans le reste de l'Europe dont la Belgique et dans certaines parties de l'Asie.

nière de prendre soin des populations vieillissantes et de les financer, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, aux ressources limitées, seront confrontés à la question de savoir comment prendre en charge la population la plus jeune dans certains des endroits les plus instables du monde sur le plan politique et économique, soumis à des contraintes de chaleur et à des systèmes de santé très sollicités. » Les chercheurs estiment toutefois que si des efforts sont consentis dans ces pays pour atteindre les objectifs des Nations unies en matière d'éducation universelle des femmes ou d'accès universel aux contraceptifs modernes d'ici à 2030, ce taux de fécondité pourrait baisser à 2,3 en 2050 contre 2,7 naissances par femme si ces objectifs ne sont pas atteints.

Des défis sociétaux majeurs à venir
A côté de ce crash annoncé, les chercheurs prévoient un véritable « baby-boom » dans des pays présentant à la fois un taux de fécondité élevé et un faible revenu principalement situés en Afrique subsaharienne. D'ici 2100, plus d'un bébé sur deux (54 %) nés dans le monde viendra de cette région. « Nous sommes confrontés à des changements sociaux stupéfiants au cours du XXI^e siècle », estime l'auteur principal de l'étude du *Lancet*, le professeur Stein Emil Vollset, de l'IHME. Alors que la plupart des pays du monde sont confrontés aux graves problèmes que pose la diminution de la main-d'œuvre à la croissance économique et à la ma-



Les politiques pro-natalité peu efficaces
A contrario, l'analyse des chercheurs montre que les politiques pro-natales dans les pays à faible taux de fécondité permettront tout au plus à certains d'entre eux de ne pas tomber trop bas. « L'Histoire montre que ces mesures n'ont jamais eu qu'un impact très limité sur le taux de fécondité », assure Thierry Eggerickx. « Il n'y a pas de solution miracle », explique le Docteur Natalia V. Bhattacharjee, co-auteur principale et chercheuse de l'IHME. Les politiques sociales visant à améliorer les taux de natalité, telles que les congés parentaux prolongés, les services de garde d'enfants gratuits, les incitations financières et les droits à l'emploi supplémentaires, peuvent donner un petit coup de pouce aux taux de fécondité, mais la plupart des pays resteront en deçà des niveaux de remplacement. Une fois que la population de presque tous les pays aura diminué, le recours à l'immigration ouverte deviendra nécessaire pour sout-

nir la croissance économique. Les pays d'Afrique subsaharienne disposent d'une ressource vitale que les sociétés vieillissantes sont en train de perdre : une population jeune ».

Le démographe de l'UCLouvain va dans le même sens. « Une des solutions et même une des seules solutions qui permettrait de rétablir ce déséquilibre entre les populations actives et les populations à charge de la sécurité sociale, qui sera réellement problématique d'ici 20 à 40 ans, est de recourir à l'immigration comme l'a fait un temps l'Allemagne. Mais force est de constater que politiquement, un tel positionnement est inaudible aujourd'hui. Les décisions vont même plutôt dans le sens inverse. »

Pour les scientifiques, il n'y a plus de doutes, le monde est entré dans une phase de déclin naturel de sa population et le temps presse pour inverser la tendance car tous les efforts qui pourraient être entrepris dès maintenant ne porteront pas leurs fruits avant plusieurs années, le temps de voir naître cette nouvelle génération.

La fécondité amenée à baisser partout

Selon les prévisions réalisées par les chercheurs de l'IHME de l'université de Washington, voici les pays qui devraient afficher les plus hauts taux de fécondité en 2050 :

- 1) Niger (5,15 enfants par femme) (2,24 en 2100)
- 2) Tchad (4,81) (2,15 en 2100)
- 3) Somalie (4,30) (2,45 en 2100)
- 4) Mali (4,21)
- 5) Sud-Soudan (4,09)

Et voici les pays avec les plus faibles taux de fécondité en 2050 :

- 1) La Corée du Sud (0,82 enfant par femme) (taux maintenu en 2100)
- 2) Porto Rico (0,84) (0,81 en 2100)
- 3) Taïwan (0,90) (taux maintenu en 2100)
- 4) Serbie (1,01)
- 5) Ukraine (1,01)

S.DX

En utilisant de nouvelles méthodes de prévision, les chercheurs concluent que d'ici 2050, 155 des 204 (76 %) pays et territoires seront en dessous du seuil de renouvellement des générations.

© PEKELS - VIKI GLITTER